



Communiqué de presse :

A l'hôpital cherchez le changement !

Lors de notre rencontre avec Madame TOURAINE le 31 juillet dernier, nous avons constaté l'absence de volonté politique de rupture avec les choix précédents qui ont organisé la régression sanitaire et sociale dans le pays. Aujourd'hui la ministre propose un nouveau cadre de dialogue social pour l'hôpital.

Si le nouveau gouvernement multiplie les initiatives de concertation avec les organisations syndicales, aucune mesure concrète significative n'a été jusqu'à présent prise pour améliorer la situation des salariés du secteur sanitaire, mais aussi médico-social et social.

La loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires qui lamine l'hôpital public n'est pas remise en cause.

Les restructurations imposées se poursuivent, les plans d'économies remettent en cause l'accès aux soins. Les hôpitaux asphyxiés par l'augmentation de leur dette sont menacés de cessation de paiement.

Dans le secteur sanitaire privé non lucratif, la principale convention collective est dénoncée, les acquis des salariés sont remis en cause.

Le blocage des salaires tend à "smicardiser" toute une partie des salariés du secteur de la santé.

Les personnels perdent le sens de leur travail auprès des patients et des populations, les normes industrielles étant transposées au travail soignant et social.

Le dialogue social prôné par le gouvernement est en panne au niveau des établissements et des Agences Régionales de Santé où les directeurs imposent leur diktat. Le droit syndical est de plus en plus souvent bafoué et les ordres professionnels rejetés massivement perdurent.

Sans volonté de rompre avec un système économique qui broie tous les services publics et les systèmes de protection sociale solidaire, le gouvernement ne pourra répondre aux attentes des salariés. Sa volonté de ratifier rapidement le pacte de stabilité européen aggraverait l'austérité dans les hôpitaux et les établissements médico-sociaux.

Seule une forte mobilisation sociale sera indispensable pour imposer nos revendications, pour gagner de nouveaux droits, pour une autre répartition des richesses.

SUD santé sociaux agira partout pour créer les conditions d'une action unitaire pour remettre le "social" au cœur des priorités.

D'ores et déjà nous proposons d'agir partout auprès des décideurs lors de la première semaine d'octobre avec un temps fort le 6 octobre en direction de Matignon.